

Citation style

Lauro, Amandine: review of: Régis Moes, Cette colonie qui nous appartient un peu. La communauté luxembourgeoise au Congo belge 1883-1960, Luxembourg: Fondation Robert Krieps, 2012, in: Hémecht. Zeitschrift für Luxemburger Geschichte, 2017, 1, p. 126-128, DOI: 10.15463/rec.817186778

Hémecht

Revue d'Histoire luxembourgeoise
Zeitschrift für Luxemburger Geschichte

copyright

This article may be downloaded and/or used within the private copying exemption. Any further use without permission of the rights owner shall be subject to legal licences (§§ 44a-63a UrhG / German Copyright Act).

zwei Reisebeschreibungen luxemburgischer Kapuziner vor und skizziert in einem weiteren Beitrag die Überlieferung der Archive und Bibliotheken der Kapuziner im Bereich des früheren Herzogtums Luxemburg. Aus kunsthistorischer Sicht befasst sich der Beitrag Henri Carêmes mit dem Donatuskult, der für die Arloner Kapuziner und die katholische Gemeinde der Stadt im 18. Jahrhundert höchst bedeutsam war und seit 1734 alljährlich im Juli gefeiert wird. Der Aufsatz der Restauratorin Pascale Wéri untersucht die Geschichte des Kreuzwegs im Arloner Kapuzinerkloster. Ein weiterer Beitrag Henri Carêmes untersucht die Geschichte der Wandgemälde der Donatuskirche in Arlon. David Colling und die Mitarbeiterin des Archäologischen Museums Arlon Laetitia Zeippen untersuchen auf der Grundlage epigrafischer Quellen unter anderem den Tod eines jungen Mannes, der 1839 während der Messe in der Arloner Donatuskirche durch Blitzschlag getötet wurde. Der Band schließt mit dem Katalog der Ausstellung „Les Capucins en Luxembourg“ des Musée Gaspar in Arlon, der von Henri Carême erstellt wurde. Für den Leser sehr hilfreich sind die kurzen, prägnanten Texte des Katalogs, die alle abgebildeten Exponate interpretieren.

Insgesamt leistet das vorliegende Buch aus der Perspektive mehrerer wissenschaftlicher Disziplinen einen wertvollen Beitrag zur Geschichte der Kapuziner im Raum Luxemburg. Sehr dankenswert ist darüber hinaus, dass die lokal- und regionalhistorischen Aspekte des Themas um eine europäische und eine globalhistorische Perspektive erweitert werden. Hilfreich für interessierte Forscherinnen und Forscher ist die Bibliografie einschlägiger Quellen und Forschungsarbeiten. Hieran anknüpfend, möchte der Rezensent anregen, künftigen thematischen Bänden einen eigenen Titel zu geben und eine Einleitung der Herausgeber voranzustellen, die Relevanz und wissenschaftliche Einordnung des Themas, die Fragestellung und Konzeption des Bandes sowie eine kurze Beschreibung der Beiträge bietet. Ein solches Verfahren ist inzwischen bei ähnlichen Sammelbänden Standard. Vor allem aber würde es die Rezeption der Publikationen des Arloner Instituts erheblich fördern. Es würde helfen, eine Brücke zu schlagen zwischen außeruniversitären Forschungseinrichtungen und jenen Forscherinnen und Forschern unterschiedlicher sozial- und kulturwissenschaftlicher Disziplinen, die an Universitäten angesiedelt sind.

Norbert Franz

Régis MOES, Cette colonie qui nous appartient un peu. La communauté luxembourgeoise au Congo belge 1883-1960, Luxembourg : Fondation Robert Krieps/Editions d’Lëtzebuurger Land, 2012, 438 p. ; ISBN 978-291990806-6 ; 35 €.

Cet ouvrage est tiré d’un mémoire de master, défendu par l’auteur en 2010 déjà à l’Université Paris 1 Panthéon Sorbonne. À sa lecture, on a néanmoins souvent l’impression d’être face à une thèse de doctorat, à la fois par l’ampleur et le caractère fouillé des recherches présentées que par la maîtrise historiographique et méthodologique dont l’auteur fait preuve. Régis Moes y propose de « relever et problématiser la participation luxembourgeoise au mouvement colonial européen des XIX^e et XX^e siècles » (p.14) à travers le prisme d’un territoire particulier (dans tous les sens du terme), celui du Congo Belge. A ce titre, l’ouvrage intéressera à

la fois les historiens de la colonisation en Afrique centrale et, plus sûrement, ceux du Luxembourg.

Une des qualités de l'ouvrage est de ne jamais «fétichiser» son sujet. Reconnaisant que la communauté luxembourgeoise ne forme qu'un groupe marginal parmi les Européens présents dans la colonie belge, l'auteur ne cherche ni à démontrer à tout prix l'importance (supposée) du rôle joué par les Luxembourgeois en Afrique Centrale, ni à exagérer des spécificités (supposées à nouveau) qui rendraient leurs expériences uniques. Il s'attache plutôt précisément à problématiser cette marginalité, d'une double manière. D'une part, en la posant en miroir de celle d'autres communautés colonisatrices présentes en Afrique Centrale (Portugais, Italiens, Grecs, etc.) et de celle du Luxembourg parmi les puissances colonisatrices européennes. D'autre part (et surtout), en plaçant au cœur de ses interrogations la question de la formation d'une «communauté» coloniale luxembourgeoise, via une exploration des enjeux et formes d'expression d'une «identité» coloniale qui lui aurait été particulière. Cette dernière dimension constitue en fait le fil conducteur de la recherche.

L'étude de ces «stratégies identitaires» (p.43), de leurs mobilisations et de leurs évolutions est précédée par une série de chapitres de mise en contexte. Rigoureux, l'auteur revient tout d'abord sur des éléments contextuels et historiographiques relatifs aux multiples terrains (il s'agit en somme d'une histoire autant métropolitaine que coloniale) et thématiques concernés. Ceux-ci sont émaillés de réflexions intéressantes, comme celles sur l'usage d'une rhétorique coloniale pour évoquer les appétits territoriaux belges sur le Luxembourg au début du 20^e siècle, où le Luxembourg est encore parfois qualifié de «deuxième Congo» dans les milieux diplomatiques belges. Cette rhétorique reflète d'ailleurs des enjeux bien concrets auxquels les Luxembourgeois installés au Congo ne peuvent échapper. Leur situation légale et les opportunités qui en découlent sont, pendant toute la période de l'entre-deux-guerres, en grande partie conditionnées par cette imbrication de «deux impérialismes belges»: si l'administration coloniale belge est, par exemple, ouverte aux fonctionnaires luxembourgeois, les postes des rangs les plus élevés nécessitent une naturalisation belge, soit une «politique de la carotte et du bâton» (p.105) (ou un «moyen de rallier les cœurs grand-ducaux» (id.)) conçue par certains responsables belges comme un miroir de ce que devrait être la stratégie belge à l'égard du Luxembourg. L'auteur dresse ensuite un portrait de la communauté luxembourgeoise au Congo. Celui-ci est à la fois démographique, légal et social. Si les Luxembourgeois forment un groupe ultra-minoritaire au sein de la population colonisatrice (avec un effectif maximum de 575 personnes, atteint deux ans à peine avant l'Indépendance), les échos de cet engagement colonial au sein de la société luxembourgeoise sont significatifs. Au Congo même, les questions que leur statut particulier soulève, entre incertitudes et ambiguïtés, demeurent intéressantes en ce qu'elles reflètent les tensions (et, après la Seconde Guerre mondiale, les apaisements) des relations belgo-luxembourgeoises. L'auteur veille également à donner de la chair à ce portrait de groupe en développant une réflexion sur les secteurs d'activité des Luxembourgeois au Congo, réflexion parsemée de quelques focus sur des trajectoires individuelles qui ne tombent jamais dans la veine du «pionnier héroïque».

S'affirmer en tant que Luxembourgeois au Congo et en tant que coloniaux au Luxembourg, tel est le double enjeu des institutions et associations qui promeuvent les activités de la communauté coloniale grand-ducale. Sur le terrain africain, ces associations encouragent l'émergence d'une communauté d'intérêts et de réseaux luxembourgeois. Elles contribuent à l'affirmation de sentiments d'appartenance et à l'entretien de liens renforcés avec la « mère-patrie ». Sur le sol luxembourgeois, ces associations sont aussi de véritables fers de lance de la promotion des « vertus » de la colonisation et des actions luxembourgeoises dans ce domaine. Elles bénéficient d'ailleurs de soutiens politiques non négligeables. C'est aussi en ce sens que leurs évolutions offrent une fenêtre intéressante sur les tensions de la vie politique du Grand-Duché et celles des relations belgo-luxembourgeoises, qui atteignent leur paroxysme « colonial » durant la Seconde Guerre mondiale. Si le renouveau historiographique des études coloniales a largement contribué à démontrer que les colonisateurs n'avaient jamais formé un groupe monolithique et unifié, c'est un des mérites de l'auteur de souligner que la communauté colonisatrice luxembourgeoise, aussi réduite qu'elle ait été, n'a pas échappé à ce constat.

On retrouve ces nuances dans les deux chapitres suivants, qui abordent respectivement la vie sociale des coloniaux luxembourgeois au Congo et l'intérêt limité des citoyens grands-ducaux pour « leurs » coloniaux. L'auteur y étudie la palette d'activités (associatives, mondaines, éducatives, médiatiques, festives, etc.) déployées par les colonisateurs luxembourgeois et leurs relais institutionnels pour affirmer leurs spécificités « nationales » par rapport à la masse belge des coloniaux présents au Congo. Il conclut de manière convaincante à l'existence d'une « communauté imaginée » (Benedict Anderson) coloniale luxembourgeoise, dont la construction a, sans surprise, mobilisé l'histoire : des pratiques commémoratives patriotiques autour d'une geste coloniale luxembourgeoise ont ainsi été développées dans la période d'après-guerre. Elles aussi ne sont pas dénuées de spécificités luxembourgeoises, notamment en ce qu'elles prennent prioritairement pour objet/sujet non pas l'un ou l'autre pionnier-explorateur, mais bien un militaire et... un baron de l'économie coloniale. L'ouvrage se clôture d'ailleurs sur des questions de mémoire avec une analyse des évolutions des mémoires luxembourgeoises de la colonisation.

Les plus de 430 pages du livre (qui aurait gagné à être raccourci, malgré une plume alerte et impeccable) fourmillent donc de thématiques, de détails et d'analyses touchant à des problématiques très diverses bien qu'éclairant sans doute plus l'histoire du Luxembourg que celle du Congo. L'auteur y fait le tour de son sujet, et l'on serait bien en peine d'épingler une question qu'il ne se serait pas posée. Comme le souligne lui-même Régis Moes, il serait intéressant de mettre ces expériences congolaises en regard des engagements plus globaux des Luxembourgeois dans les territoires coloniaux, sur le modèle du « cas » suisse, par exemple, dont l'étude a récemment montré à quel point un pays sans colonie avait pu être colonial et, surtout, à quel point le colonialisme européen pouvait être repensé depuis ses marges.

Amandine Lauro (Bruxelles)